



Front National pour la Défense de la Constitution

COMMUNIQUE N°0 46

En prélude aux manifestations illimitées à partir de ce lundi 13 janvier 2020, contre le coup d'État civil, le gouvernement répressif dirigé par Monsieur Kassory Fofana a pris une série de mesures criminelles lors d'une réunion secrète tenue dans le courant de la semaine dernière. Des instructions ont été données pour intimider, arrêter des citoyens et interdire aux hôpitaux publics de s'occuper correctement des victimes de la répression d'État.

Depuis le début des manifestations lancées contre le projet de troisième mandat en octobre 2019, le FNDC est profondément choqué par le traitement inhumain, injuste et souvent mortel infligé aux victimes des répressions sanglantes des forces de défense et de sécurité contrôlées par Monsieur Alpha Condé et son Ministre de la défense Mohamed Diané.

A maintes occasions, le gouvernement a fait preuve d'immoralité envers des blessés et des personnes qu'il tue impunément. Les forces de défense et de sécurité ont profané des cimetières et des corps de leurs victimes.

Le pouvoir s'est interdit d'accorder une quelconque prise en charge aux manifestants blessés par balles. Depuis le début de la répression, plusieurs blessés ont succombé à leur blessure par peur de se rendre dans les hôpitaux publics, en raison du retard délibéré ou faute de soins adéquats.

Comme si toutes ces cruautés ne suffisaient plus, le vendredi 10 janvier 2019, le Ministre de la sécurité Monsieur Damantag Albert Camara a décidé de déployer des agents dans tous les hôpitaux et centres hospitaliers publics censés recevoir des blessés et des morts programmés. Ils comptent désormais arrêter toutes personnes qui transporterait des corps ou des blessés dans les hôpitaux publics.

Le FNDC exige du gouvernement guinéen un traitement humain et juste de ses propres victimes qui, par ailleurs, font partie des contribuables mettant à la disposition de l'État les ressources financières et matérielles dont il dispose.

Le FNDC prend à témoin la communauté nationale et internationale de cette nouvelle forme de répression d'État du gouvernement du Premier Ministre Ibrahim Kassory Fofana à travers une décision qui criminalise le devoir d'assistance aux personnes en danger.

Nous dénonçons cette instrumentalisation des hôpitaux qui sont des services publics et condamnons l'injustice et l'exclusion sociale des opposants au 3ème mandat. Le FNDC se réserve le droit de porter ces crimes odieux devant les juridictions nationales et internationales.

Le FNDC a une pensée émue et profonde pour tous ses compagnons de lutte tombés sous les balles des forces de défense et de sécurité, notamment ceux qui ont succombé à leurs blessures par refus de prise en charge sanitaire des hôpitaux publics en violation flagrante du serment d'Hippocrate.

Nous appelons à la mobilisation générale de tout le peuple de Guinée pour mettre fin à ces injustices, à s'opposer à toute velléité de confiscation du pouvoir par ce régime prêt à tout pour faire passer ce projet illégal et illégitime.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons !

Conakry, le 13 janvier 2020